

CHILD CARE ADVOCACY ASSOCIATION OF CANADA



Information release (French version follows)

February 6, 2013

Re: Seven years and \$15b gone: Nothing to show for the Universal Child Care Benefit

Seven years ago today, Stephen Harper's first act as Prime Minister—just three hours after taking office—was to cut Canada's first national child care program. This program would have created more high quality regulated child care, made child care more affordable for families across the country and been a first step to a real system.

The Prime Minister Harper replaced the program with the Universal Child Care Benefit, a \$100 /month cheque for children under age 6. Since then, \$15b has been spent on the UCCB while families across Canada struggle to find affordable high quality child care. Strong evidence about the benefits of quality early childhood education and care is being ignored. Meanwhile, many families make-do with unregulated care while for-profit child care—usually poorer quality than non-profit—is growing rapidly. Early childhood research, organizations and other infrastructure has been defunded and the disparities in early childhood provision for families in different regions continue to grow.

Canada again has been rebuked internationally for human rights failures on child care. A 2012 UN Committee noted the “high cost of child-care, lack of available places, the absence of uniform training requirements for all child-care staff and of standards of quality care ... despite the State party's significant resources”.

Each year since 2006, the UCCB has cost taxpayers (including cash-strapped young families who can't access child care) \$2.5 billion annually. Yet there is no information about what this \$15b public expenditure has accomplished for Canadian families. The UCCB has not created a single child care space nor decreased fees. At a time of “fiscal restraint”, this lack of public accountability or concern about value-for-public-dollars is—at best—irresponsible.

Some key facts:

- There are licensed child care spaces for less than 20% of 0-12 year olds (922,000 child care spaces, 4,700,000 0-12 year olds);
- Growth in spaces has slowed to the lowest rate in a decade yet Canada is experiencing a baby boom. The number of children in the 0-4 cohort has increased at the highest rate in 50 years - up 11% 2006 - 2011;
- The median child care fee for a two year old in Canada is now \$700 a month. In most of Canada, child care is not publicly funded, so programs must rely heavily on parent fees, which are usually too high for ordinary families;
- Fees vary hugely across regions. Quebec families pay \$154/month and Manitoba families \$431/month but the same toddler space can cost a family \$1600/month or more in some cities.

With this in mind, the Child Care Advocacy Association of Canada calls on all Members of the House of Commons—Opposition Parties and the Government of Canada—to act now to ensure that public funds are directed towards the services that children and families need:

1. Use the House of Commons apparatus to launch a public inquiry into the state of early childhood education and child care in Canada;
2. Urge the Office of the Auditor General of Canada to gather and publish objective, fact-based information to hold the federal government accountable for its stewardship of the public funds spent through the UCCB;

3. Reprofile the UCCB, sharing the funds between a national child care program and the National Child Benefit;
4. Reinstate, and further develop, the national child care program to expand services desperately needed by Canadian families.

For additional information: Ruth Bancroft 604- 323-5662 rbancroft@langara.bc.ca; Katie Arnup 416- 538-0628 katie@childcareontario.org; (French) Dominique Arbez, 204-233-0210 X 736 (darbez@ustboniface.ca)

www.ccaac.ca <<http://www.ccaac.ca>> / www.acpsge.ca <<http://www.acpsge.ca>>

Association canadienne pour la promotion des services de garde à l'enfance



Communiqué

6 février 2013

Objet : sept ans et 15 milliards de dollars envolés : la Prestation universelle pour la garde d'enfants ne nous a rien rapporté

Il y a sept ans aujourd'hui, le premier geste de Stephen Harper à titre de premier ministre, à peine trois heures après son assermentation, fut de supprimer le premier programme national de services de garde à l'enfance du Canada. Ce programme aurait permis de créer un plus grand nombre de services de garde réglementés de qualité. Les services de garde auraient été plus abordables pour les familles de tout le pays. Et, ça aurait été une première étape en vue de l'établissement d'un véritable système.

Le premier ministre Harper a remplacé le programme par la Prestation universelle pour la garde d'enfants (PUGE), un chèque mensuel de 100 dollars pour les enfants âgés de moins de six ans. Depuis, 15 milliards de dollars ont été dépensés pour la PUGE et pourtant, des familles partout au Canada cherchent vainement des services de garde de qualité abordables. De solides preuves démontrant les bienfaits des services éducatifs et de garde à l'enfance sont ignorées. Entretemps, beaucoup de familles se débrouillent tant bien que mal avec des services de garde non réglementés et, de son côté, le secteur des garderies commerciales, dont les services sont habituellement de moins bonne qualité que ceux des garderies sans but lucratif, croît rapidement. La recherche sur les services de garde, les organismes et d'autres infrastructures ont perdu leur financement, et la disparité de l'offre de services de garde dans différentes régions du pays augmente toujours.

Une fois de plus, le Canada s'est fait reprocher à l'échelle internationale ses manquements en matière de services de garde liés aux droits de la personne. En 2012, le Comité de l'ONU a souligné « le coût élevé des services de garde, le manque de places, l'absence d'exigences uniformes de formation pour tout le personnel et l'absence de normes en matière de qualité des soins... en dépit des ressources considérables de l'État partie. »

Chaque année depuis 2006, la PUGE coûte 2,5 milliards de dollars aux contribuables (y compris aux jeunes familles à court d'argent qui n'ont pas accès aux services de garde). Pourtant, il n'y a pas d'information sur ce que cette dépense publique de 15 milliards de dollars a rapporté aux familles canadiennes. La PUGE n'a créé aucune place en services de garde et elle n'a pas fait baisser les frais de garde. En cette période de restrictions financières, ce manque de responsabilité à l'égard des fonds publics ou de souci pour le meilleur rapport qualité-prix est, au mieux, irresponsable.

Quelques faits importants :

- Moins de 20 % des enfants âgés de zéro à douze ans ont accès à une place en services de garde réglementés (922 000 places et 4 700 000 enfants âgés de zéro à douze ans)
- La croissance des places est à son rythme le plus bas au cours d'une décennie et pourtant, le Canada connaît une explosion démographique. Le nombre d'enfants de la cohorte des enfants âgés de 0 à 4 ans a augmenté à son taux le plus rapide en 50 ans - en hausse de 11 % de 2006 à 2011.
- Le coût médian des frais de garde pour un enfant de deux ans au Canada est actuellement de 700 dollars par mois. Dans la plupart des régions du Canada, les services de garde ne sont pas financés à même les fonds publics. Cela étant, ils doivent beaucoup compter sur les frais de garde versés par les parents, des frais habituellement trop élevés pour une famille ordinaire.
- Les frais de garde varient considérablement d'une région à l'autre : Les familles québécoises paient 154 dollars par mois et les familles manitobaines, 431 dollars par mois tandis que cette même place destinée à un bambin peut coûter jusqu'à 1 600 dollars par mois ou plus dans certaines villes.

Sachant ceci, l'Association canadienne pour la promotion des services de garde l'enfance demande à tous les députés de la Chambre des communes – partis de l'opposition et gouvernement du Canada – d'agir maintenant pour faire en sorte que les fonds publics soient affectés aux services dont les enfants et les familles ont besoin :

5. Utiliser les mécanismes de la Chambre des communes pour lancer une enquête publique sur la situation des services éducatifs et de garde à l'enfance au Canada;
6. Demander au bureau du vérificateur général du Canada de recueillir et de publier des données objectives et factuelles afin de tenir le gouvernement responsable de son administration des fonds publics dépensés par l'entremise de la PUGE;
7. Reconfigurer la PUGE pour en répartir les fonds entre un programme national de services de garde à l'enfance et la Prestation nationale pour enfants;
8. Réinstaurer et développer davantage le programme national de services de garde afin d'augmenter les services dont ont désespérément besoin les familles canadiennes.

Information : Ruth Bancroft 604- 323-5662 rbancroft@langara.bc.ca; Katie Arnup 416- 538-0628 katie@childcareontario.org; (français) Dominique Arbez, 204-233-0210 X 736 (darbez@ustboniface.ca)

www.ccaac.ca <<http://www.ccaac.ca>> / www.acpsge.ca <<http://www.acpsge.ca>>